

## Consultation de la COREAMR

Projet de zones vulnérables Loire-Bretagne

**La Coopération Agricole Ouest se positionne CONTRE ce projet pour les raisons suivantes :**

- Le principe de précaution est appliqué de manière abusive en utilisant le critère eutrophisation (seuil 18 mg/l de nitrates) pour la proposition de classement.
- L'utilisation de ce même critère pour la prise en compte de la contribution des eaux superficielles aux phénomènes d'eutrophisation marine, revient à disposer de 2 critères pour classer une masse d'eau superficielle en zones vulnérables au titre de l'eutrophisation marine. Ce choix écarte ainsi toutes les évolutions positives constatées en matière de qualité des eaux superficielles.
- La connaissance de l'état des masses d'eau s'est dégradée. Même si un nombre significatif de qualimètres a été ajouté pour cette 7<sup>e</sup> campagne, les mesures ont été moindres. Ceci a donc entraîné une impossibilité de calcul du percentile 90 et donc la prise en compte de la concentration maximale (ce qui entraîne de facto une prise en compte de valeurs plus élevées)
- L'utilisation de la méthode basée sur l'analogie entre les Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux superficielles et les eaux souterraines, dans un secteur géologique qui ne présente pas de grandes nappes souterraines – ne permet pas d'obtenir une compartimentation fine et juste des masses d'eau souterraine. Alors que les données du BRGM l'auraient au contraire permis.
- Le classement de toute la surface communale alors qu'une petite portion de surface est concernée par la masse d'eau considérée.

La Coopération Agricole Ouest s'interroge sur la possibilité de sortir du dispositif. L'introduction de nouveaux critères, et l'utilisation de séries de données incomplètes pour effectuer les analyses ne permettent pas de considérer l'amélioration continue de la qualité des eaux (superficielles et souterraines). Et donc empêchent la sortie de certaines parties du territoire breton des zones vulnérables.

La Coopération Agricole Ouest déplore qu'il ne soit nulle part fait mention de lien entre qualité et quantité d'eau. Les effets du changement climatique (sécheresse, modification de la répartition temporelle de la pluviométrie, etc.) impactent les cultures et pratiques qui sont en accord avec la reconquête de la qualité de l'eau. Une diminution de la présence d'eau entraînera des choix agricoles qui pourront potentiellement affecter les pratiques favorables à la reconquête de la qualité de l'eau et donc mener à des difficultés dans l'atteinte de cet objectif.